

ainsi que son frère, et je vous laisserai, à vous, M. l'Orateur, je laisserai à cette Chambre et au pays le soin de dire si cela n'influe pas sur la façon dont il vote.

Le député de Westmoreland (M. Wood) est président du chemin de fer de Caraquette.

M. BLAKE : Gloucester.

M. LANDERKIN : Il a reçu \$3,200 par mille, soit un total de \$76,800. Je ne dis pas que c'est là tout ce qui a été voté pour ce chemin de fer, mais c'est tout ce qui a été voté dans une année. Je vois que le secrétaire d'Etat, le député de Terrebonne, est aussi directeur d'un chemin de fer, et je suppose qu'il en surveillera les intérêts.

M. MITCHELL : Il a une bonne partie de ce chemin.

M. LANDERKIN : Je vois que le député de Stanstead (M. Colby)—et si je parle de ce député, c'est que je suis obligé de le faire, car j'ai le plus grand respect pour lui—je vois avec regret qu'il agit comme directeur d'un chemin de fer qui a reçu des subventions du gouvernement, mais je ne dirai pas que ce chemin reçoit aujourd'hui de l'aide ; il est directeur du chemin de fer de Massawippi et du chemin de fer de Waterloo et Magog, qui ont eu des subventions du gouvernement ; mais je n'ai pas eu le temps de voir toutes les subventions accordées aux chemins de fer, je ne sais pas non plus si ces chemins de fer reçoivent aujourd'hui de l'aide. Je vois que mon honorable ami le député de Sherbrooke (M. Hall) est président du chemin de fer Massawippi et directeur du Québec-Central. Je vois qu'en 1884 cette Chambre a voté un crédit de \$211,200 pour ce chemin de fer.

M. MITCHELL : Ce n'est qu'un versement.

M. LANDERKIN : Je pense que, depuis, le député de Sherbrooke a été plus ferme qu'il n'avait coutume de l'être.

Je vois que le député de Toronto-Centre (M. Hay)—j'ai le plus grand respect pour ce député ; il devrait certainement connaître mieux, car il a été élevé comme un bon libéral, mais lorsqu'ils sortent des rangs, ils tombent dans les ténèbres—je vois, dis-je, que le député est directeur du chemin de fer de Credit-Valley.

M. HAY : Je l'étais il y a dix ans.

M. LANDERKIN : Maintenant, je parlerai du député de Richmond et Wolfe (M. Ives). Comme le dit le "Parliamentary Companion," il a été directeur du chemin de fer International et a reçu un montant très modeste. Dans une seule année, il a reçu \$170,000.

M. IVES : Je ne voudrais pas interrompre l'histoire de l'honorable député, mais je n'ai jamais été directeur du chemin de fer International.

M. LANDERKIN : Alors, il eût été préférable, pour vous, de modifier le "Companion." Il eût été préférable, pour vous, d'abandonner complètement cette compagnie.

Je suis très heureux, M. l'Orateur suppléant, que vous soyez au fauteuil, car je vais parler de l'Orateur de la Chambre. Je vois que le député de Frontenac est directeur du chemin de fer de Kingston et Pembroke, et qu'il a reçu \$3,200 par mille, soit \$48,000.

Je vois que le député d'Ottawa (M. Mackintosh) n'est pas laissé de côté. Il est président de la compagnie de colonisation de l'Ottawa et de la compagnie du chemin de fer de la Gatineau, et qu'il a reçu \$320,000.

M. MACKINTOSH : Je n'ai jamais reçu un seul dollar ; je regrette de le dire.

M. LANDERKIN : Cette somme fut votée pour l'honorable monsieur. Il peut arriver qu'elle soit toute dépensée aujourd'hui, et j'ajouterai foi à l'énoncé de l'honorable monsieur qu'aujourd'hui il n'a pas un seul dollar de ce montant.

J'arrive maintenant au député de Compton, le ministre des chemins de fer. Il est président du chemin de fer Interna-

M. LANDERKIN

tional, qui va de Montréal dans l'Etat du Maine. Je serais curieux de savoir comment les députés de Perth-Nord et de Huron-Nord trouvent cette idée de dépenser notre argent dans l'Etat du Maine, et cela, pour faire probablement un millionnaire du ministre des chemins de fer. Ces députés iront dire aux cultivateurs comment ils sont maltraités et comment ils défendent leurs intérêts ; cependant, ils ont aidé à accorder cette somme au ministre des chemins de fer et au député de Richmond et Wolfe. Le député de Compton a reçu, dans une seule année, \$156,000, sans doute pour être principalement dépensés dans l'Etat du Maine. Une autre fois il a reçu—et je crois que ces honorables députés ont voté pour cela—il a reçu, dis-je, \$170,000 par année pour quinze ans, soit un total de \$2,550,000.

M. HESSON : Y a-t-il, du côté de la gauche, des députés qui ont voté en faveur de l'octroi de cette subvention ?

M. LANDERKIN : Je les plains s'ils l'ont fait.

Le ministre de l'intérieur a parlé du chemin de fer de la Baie-d'Hudson. Il semble que c'est un chemin de fer national. Le projet en a été conçu par un homme qui demeure au Manitoba ; il a reçu l'argent, et j'espère que les subventions accordées à ce chemin de fer n'auront pas l'effet de changer ses principes. Il fait une grande œuvre pour le pays, comme l'atteste le ministre de l'intérieur, et j'espère qu'il restera ferme, bien qu'il reçoive des secours pour compléter une entreprise nationale.

Je crois que le député d'Albert (M. Wallace) est directeur du chemin de fer d'Albert-Sud. Je ne crois pas que cela ait l'effet de l'influencer ; il est généralement très ferme.

Je ne vois pas le nom du député d'York-Ouest (M. Wallace) figurer en rapport avec des compagnies de chemin de fer, mais il est président de la compagnie de colonisation des cultivateurs d'York, et je suppose que cette compagnie reçoit quelque chose qui vaut une subvention de chemin de fer.

Je vois que le député de Renfrew-Nord (M. White) est directeur de la compagnie du chemin de fer de Jonction de Pontiac et du Pacifique.

M. MITCHELL : C'est une affaire considérable.

M. LANDERKIN : Il a reçu \$3,200 par mille, soit \$272,000. Il est généralement très ferme, et quand il s'agit de voter, il est à son poste.

M. WHITE (Cardwell) : Et le député de Queen ?

M. LANDERKIN : Je n'ai donné qu'une liste, et je ne citerai pas plus de noms. Ce tableau est triste à voir. Si le peuple comprenait réellement ce qui se fait au parlement, il arriverait à la conclusion que les députés viennent ici pour servir leurs intérêts personnels et qu'ils négligent les intérêts du public. Il est contraire au principe du système représentatif de violer, presque à chaque page, l'esprit de l'acte concernant l'indépendance du parlement ; et c'est la plupart de ceux qui appuient le gouvernement actuel qui violent l'esprit de cet acte, et cela est triste. Si le gouvernement comprenait sa responsabilité et qu'il comprît mieux sa dignité et son honneur, il ne permettrait pas à ses partisans d'occuper une semblable position. La dignité, l'honneur et l'avenir de ce pays exigent que cet état de choses cesse, et j'espère que, lorsque le peuple comprendra parfaitement la question, il mettra fin à ce système, et cela, à la clôture de ce parlement.

M. BOWELL : Je dirai que je ne crois pas que l'honorable monsieur ait eu l'intention de dénaturer les faits au sujet de la position que j'occupe au sujet des chemins de fer, car le "Parliamentary Companion" de 1885 dit que j'ai des intérêts dans un chemin de fer ; il dit "est président du chemin de fer de Belleville et de Hastings-Nord." S'il avait dit "fut," la chose aurait été strictement exacte. Ce chemin de fer fait aujourd'hui partie du réseau du Midland ; il appartient à la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc